

Chronique internationale

La conférence des Quatre, à Paris, s'est soldée par un échec. Et cet échec, s'ajoutant à celui de la conférence de Londres l'automne dernier, révèle un état de choses alarmant. Les grands vainqueurs de la guerre ne peuvent s'accorder sur la paix. Un an après la capitulation de l'Allemagne, on n'en entrevoit pas les premiers linéaments. Il ne s'agissait cette fois que de discuter les traités secondaires, avec l'Italie, avec les peuples d'Europe orientale ou des Balkans. La discussion a connu des hauts et des bas. La Russie a paru un moment se départir de son intransigeance: elle renonçait à ses prétentions sur la Lybie et l'Égypte; on s'accordait sur la proposition française de remettre à l'Italie la tutelle de ses anciennes colonies, sauf peut-être de la Cyrénaïque à laquelle la Grande-Bretagne avait fait des promesses et où elle n'eût sans doute pas été fâchée d'établir des bases pour remplacer celles d'Égypte. Mais la question de Trieste a constitué la pierre d'achoppement. Elle joue le rôle que jouait celle de Fiume au lendemain de 1919. On mesure, par le fait même, l'agrandissement de la Yougoslavie. Nul ne lui conteste plus Fiume, ni Zara, ni les îles dalmates; les grandes puissances viennent de lui accorder Pelegose, en pleine Adriatique; elles auraient accepté, en Vénétie julienne, la ligne suggérée par la France, qui faisait passer de l'autre côté de la frontière le port militaire de Pola et toute la presqu'île d'Istrie. Mais l'Italie tient à garder au moins Trieste, grande ville italienne, dont elle avait fait la condition de son entrée en guerre en 1925. Et comme Trieste, depuis le temps de l'Empire austro-hongrois, sert de débouché maritime à toute l'Europe centrale, son attribution au maréchal Tito consacrerait la mainmise de la Russie sur les pays danubiens: d'où l'âpreté du débat, et la répugnance des Anglo-Saxons à permettre une nouvelle avance slave que ne justifierait d'ailleurs pas l'ethnographie, en des provinces où les villes sont d'une nationalité, les campagnes d'une autre, et où toute démarcation ne peut représenter qu'un compromis.

Beaucoup d'autres articles du programme restent en suspens. Si l'on semble d'accord pour restituer le Dodécane à la Grèce et pour conserver le Tyrol du Sud à l'Italie, on ne s'est pas prononcé définitivement sur la rectification de frontière que demande l'Autriche au Brenner, ni même sur celles que voudrait la France aux environs de Nice, malgré leur modestie quand on songe aux vœux des populations d'Aoste et de Suse; on laisse aussi dans la vague la revendication éthiopienne d'un accès à la mer par le port érythréen d'Assabe, et le projet britannique d'une grande Somalie englobant, sous la tutelle de Londres, outre les Somalies anglaises et italienne, la province éthiopienne d'Ogaden et la colonie française de Djibouti (il est d'ailleurs douteux que ce projet sourie aux intéressés). On a convenu de laisser purement et simplement la Transylvanie à la Roumanie, qui en revanche doit céder la Dobroudje aux Bulgares: c'est-à-dire que ces nations se trouvent favorisées en proportion de leur intimité avec Moscou; mais on n'a même pas discuté les visées grecques sur l'Albanie du Sud et sur une partie de la Thrace bulgare, autre point de friction entre les sphères d'influence. La question de la navigation danubienne, celle de la liberté économique et politique dans les États que contrôle l'U.R.S.S. n'ont reçu aucune solution, et les États-Unis ont témoigné ouvertement leur mécontentement du manque de garantie autour des prochaines élections polonaises. Rien n'est réglé du différend qui s'est élevé entre Varsovie et Prague à propos de la frontière silésienne. Et surtout, rien n'est décidé sur l'Allemagne. La France espérait qu'on discuterait la Ruhr, et qu'on lui donnerait au moins satisfaction quant à la Sarre; ces deux sujets avaient été inscrits à l'ordre du jour; sans adhérer à la thèse d'une séparation politique, la Grande-Bretagne s'en était un peu rapprochée; mais les choses restent en l'état, dans un provisoire qui ne réjouit personne, et qui inquiète ceux pour lesquels l'Allemagne demeure le problème central.

M. Byrnes a cherché plusieurs moyens de sortir de l'impasse. Il avait d'abord laissé entendre qu'à défaut d'un accord général les États-Unis se résigneraient à signer des traités séparés,— solution qu'un peu de réflexion suffisait

à révéler impraticable. Il a ensuite, proposé un pacte à quatre, de vingt-cinq ans, pour le contrôle de l'Allemagne: la Russie s'est dérobée, et le projet rappelait trop les illusions de l'entre-deux-guerres pour éveiller beaucoup d'enthousiasme. En désespoir de cause, le secrétaire d'État a déclaré que si les grandes puissances n'aboutissaient pas, il tenterait de remettre leur tâche aux Nations Unies: mais cet organisme au berceau pourra-t-il mieux faire?

Les Nations Unies en effet se débattent dans une crise analogue. Elles ont sur les bras plusieurs affaires épineuses et s'efforcent à leur propos d'éviter l'ataraxie qui a tué la S.D.N. « affaire d'Espagne », ou plus exactement affaire de la plainte déposée par les dirigeants de Varsovie contre Franco; « affaire du Siam », puisque ce pays, qui a fait le guerre aux côtés du Japon et qui reste techniquement en état de guerre contre la France, a eu l'audace d'assigner cette dernière pour avoir, dit-il, violé la frontière; affaire de l'Iran surtout. La Russie devait évacuer le territoire iranien le 6 mai; le gouvernement de Téhéran, après avoir déclaré qu'il ne pouvait vérifier, s'est dit satisfait; mais sur ces entrefaites les négociations engagées avec la province dissidente d'Azerbaïdjen ont rompu, et des escarmouches se sont produites entre les autonomistes et l'armée nationale.

On s'est demandé dans quelle mesure des troupes russes camouflées sont restées sous le couvert des autorités locales, ou tout au moins dans quelle mesure elles ont formé sur place la milice qui soutient ces autorités; quoi qu'il en soit, on constate d'ailleurs un fait patent, la séparation d'une province avec l'aide de Moscou pendant que les négociations se poursuivaient, et cela suffit pour que le Conseil de Sécurité ait maintenu l'affaire à son agenda, malgré la complication que provoque le double jeu oriental de l'Empire du Shah, dont le représentant à New-York, M. Hussein Ala, lance les accusations tandis que le ministre de l'Information, le prince Firouz, les désavoue chaque fois.

* * *

Des élections, et des changements de régime, précisent un peu partout le tableau, en dégagant d'un bout de l'Europe

à l'autre bout de l'Asie les mêmes constantes: force du communisme, mais insuffisante pour lui assurer une majorité, par les moyens normaux; tentatives pour s'implanter quand même en usant de pression et notamment en imposant son alliance aux partis voisins; force parallèle du catholicisme dans tous les pays qui le professent, et recherche de formules nouvelles encore assez obscures.

La France a rejeté la Constitution élaborée par les partis d'extrême-gauche. « Hypothèse absurde », s'exclamait, quelques semaines auparavant, M. Le Troquer, ministre socialiste de l'Intérieur; résultat d'autant plus significatif. Il marque une baisse de communisme, et les socialistes doivent constater qu'ils n'ont rien gagné à se coller à lui; le prestige du M.R.P. s'accroît d'autant, et les autres partisans du « non », radicaux-socialistes, droite regroupée dans le P.R.L., voient grandir leurs espoirs pour les élections du 2 juin. Les vaincus essaieront de se reprendre: ils y parviendront plus difficilement, sans doute, que leurs adversaires ne l'auraient fait dans le cas inverse, car un « oui » pouvait être un vote de résignation, un « non », ne peut indiquer qu'une volonté bien déterminée. Néanmoins de telles différences séparent le M.R.P. de la droite, et encore plus du groupe de M. Herriot, qu'on ne les voit pas trop s'associer au pouvoir; il est vrai que toute la question religieuse le sépare de ses associés actuels; si ces derniers perdent la faible marge qui leur avait permis d'édicter leur texte, il deviendrait l'arbitre, mais il aura fort à faire pour ne s'affilier à aucun bloc et pour mettre sur pied une constitution viable, c'est-à-dire assez souple pour servir de cadre à l'activité d'un grand nombre de partis divers.

L'Italie votera le même jour, 2 juin, sur sa Constituante et sur son régime. Ses élections municipales ont déjà permis de constater, comme en France, l'effondrement de la droite — y compris le nouveau parti de « l'Homme quelconque » qui avait fait du bruit — et la montée parallèle des communistes, des socialistes et des démocrates-chrétiens, ceux-ci disposent toutefois de presque autant de voix que leurs concurrents de gauche réunis. Quant au régime, le roi Victor-Emmanuel vient d'abdiquer. C'est une manœuvre de la dernière heure en vue de sauver la monarchie.

Le roi Humbert, qui n'a pas eu de responsabilités durant le fascisme et qui jouissait autrefois d'une certaine popularité personnelle, se prodigue auprès des sinistrés de Sardaigne, dans l'espoir de mettre en évidence l'utilité de sa fonction. Peut-être table-t-il aussi sur la crainte du communisme. Mais il a contre lui, outre l'extrême-gauche et des républicains tels que le comte Sforza, une bonne partie des catholiques, dont les rapports historiques avec la maison de Savoie n'ont pas toujours brillé par la cordialité.

Deux petits pays, la Hollande et la Tchécoslovaquie, ont renouvelé leurs Assemblées parlementaires, pour la première fois depuis les agressions hitlériennes. En Hollande, les communistes gagnent une dizaine de sièges, mais les catholiques se montrent de beaucoup les plus forts, suivis par les travaillistes de l'ancien premier ministre Schermerhorn; toujours la même constellation. Ils doivent cette force à leur cohésion, plus grande lorsqu'ils sont minorité: de sorte que la Hollande, qui doit sa naissance à une insurrection protestante, se donne un premier ministre catholique, tandis que la catholique Belgique a pour l'instant un gouvernement d'où le parti social chrétien est exclu. Notons que ces deux États et le Luxembourg ont décidé une union douanière, premier remède au morcellement excessif de l'Europe, et qui peut faire d'eux une des régions économiques les plus solides du continent. — La Tchécoslovaquie, en revanche, a donné l'avantage aux communistes et à leurs alliés socialistes, suivis par les « socialistes nationaux » de M. Benès et, ici encore, mais en moins bonne position qu'ailleurs, par les catholiques: nous avons affaire à un pays slave, déçu par l'Occident en 1938 et libéré par l'armée rouge en 1944, traditionnellement ami des Russes et frondeur envers Rome, au moins en Bohême (la Slovaquie a réagi très différemment); Munich se paie, et Prague, sans cesser de jouer un rôle d'intermédiaire auquel la prédestine son emplacement géographique, appuie pourtant surtout vers Moscou.

En Chine, la parole reste au canon, coupé de palabre pour faire plaisir aux Américains et pour se conformer à la coutume orientale: les gouvernementaux, qui ont repris Tchangtchoun, en Mandchourie, se sont ainsi assuré un succès important d'où ils attendent un esprit plus conciliant chez

leurs adversaires; ils ont, d'autre part, congédié le général Ho Yin-Ching, ministre de la Guerre, auquel ces derniers en voulaient particulièrement. Le général Marshall est sans doute loin de favoriser les communistes et ces derniers lui ont souvent reproché son appui matériel au Koumintang: néanmoins, en insistant pour que l'on négocie, il a rehaussé considérablement leur prestige. Peut-être en dira-t-on autant de la purge entreprise par le général Mac Arthur au Japon et qui, dans son automatisme, ne laisse subsister, à deux ou trois exceptions près, que des vieillards, ou des comparses: elle a pris un aspect fâcheux lorsqu'à la toute dernière minute elle a empêché la formation d'un gouvernement par M. Hatoyame, à qui l'on reprochait certaines brochures politiques du temps de guerre; on a trouvé que l'objection aurait pu être annoncée plus tôt; les communistes, qui détestaient le candidat, ont cru là-dessus la partie gagnée, et il a fallu intervenir pour les empêcher de bloquer indéfiniment les pourparlers en vue d'un nouveau ministère. C'est M. Yoshida, jusqu'ici ministre des Affaires Étrangères, qui a constitué ce dernier, avec le concours des deux partis libéral et progressiste qui étaient sortis vainqueurs des élections.

* * *

Mais l'Asie nous fait assister à des événements beaucoup plus considérables, — de ceux, peut-être qui marquent une époque de l'histoire. Il ne s'agit de rien de moins que de la liquidation de l'Empire britannique, et du départ des Européens. Quelques mois, depuis la fin des hostilités, auront suffi à transformer radicalement les perspectives. Cela tient à l'entrée dans l'ère atomique, qui rend illusoire la défense d'un passage vital comme Suez, tandis que d'autre part la rapidité des communications restitue sa valeur à la route du Cap de Bonne Espérance. Mais au-delà, l'Angleterre renonce aux Indes: et que sera son Empire sans les Indes? Elle ne s'est plus laissé arrêter, désormais, par le mauvais vouloir réciproque des partis hindous: excédée de chercher la quadrature du cercle, après qu'une fois encore hindouistes et musulmans se sont séparés sans avoir pu s'entendre, elle a déposé, d'autorité un projet qui tient

compte des divers points de vue, mais qui dans l'ensemble se rapproche de celui qui soutient le groupe le plus nombreux, le Congrès. Celui-ci se trouve ainsi placé devant ses responsabilités. Gandhi lui conseille de les accepter. Ainsi pourrait se constituer dès à présent un gouvernement national, et la transition se ferait sans heurts. Comme aux Indes néerlandaises, l'accord entre la France et la Vietnam a servi de modèle; quoique la réussite finale en Indochine n'en apparaisse pas encore certaine la Grande-Bretagne espère qu'une formule de ce genre sauvegardera ses bonnes relations avec ses anciennes dépendances, et que celles-ci resteront spontanément dans le Commonwealth. Mais comment réagiront les musulmans? Leur idée fondamentale l'État indépendant du « Pakistan », se trouve écartée; ils ne peuvent plus manœuvrer, comme jusqu'à présent, les incertitudes de Londres: recourront-ils à d'autres marchandages sur la base du fait accompli, ou se laisseront-ils entraîner à la violence? Et, quelles seront les incidences de leur déception chez leurs frères dans la foi du Prophète?

La reconstitution de l'Empire arabe, sous la forme fédérale d'une Ligue, a probablement une portée encore plus vaste. L'Angleterre en avait encouragé les premières étapes, dans l'espoir fallacieux d'en faire une immense zone d'influence britannique. Les États-Unis, alléchés par les pétroles d'Ibu-Séoud, lui témoignent aussi de la sympathie, et la Russie encore lointaine ne mépriserait sans doute pas cet atout. Il était facile de manœuvrer les rivalités entre les puissances. S'attaquant au point faible, la France, avec le concours plus ou moins avoué de Londres, les Arabes ont commencé par affranchir du mandat la Syrie et le Liban; ils se sont ensuite retournés contre Londres, et l'Égypte exige l'abrogation du traité d'alliance conclu naguère pour vingt ans, ainsi que le départ immédiat des garnisons britanniques. Les rêves ne s'arrêtent pas là: déjà la promesse faite aux Senoussis de ne jamais les laisser retomber sous le joug italien, et l'idée d'une tutelle finissant à date fixe, lancée à la légion par les États-Unis au sujet de la Libye, permettent à la Ligue d'espérer que tout au moins les anciennes possessions italiennes la rejoindront tôt ou tard; et le Caire abrite des émigrés qui parlent d'émanciper

la Tunisie, l'Algérie et le Maroc... Ainsi l'Empire des Khalifes renaîtrait, du Golfe Persique à l'Atlantique. Dès à présent, le Levant a rejeté les « toumis » à la mer, et lorsqu'on lit un ouvrage comme le *Bilan de l'histoire* de René Grousset, on est frappé des analogies entre la situation présente et le lendemain des Croisades: le recul de l'Europe, apparaît dans toute son ampleur. Tout comme à l'agonie des royaumes chrétiens d'Orient, il ne reste plus que deux bandes côtières, le Liban chrétien lui-même incorporé à la Ligue arabe, mais qui garde pour l'instant son autonomie, et la Palestine où l'élément occidental est représenté par les Juifs, dont la présence et l'immigration donnent lieu à des bagarres sanglantes. Sans doute l'écorce reste occidentale, je veux dire que les États du Levant n'ont obtenu cette émancipation qu'à la faveur d'une élite européenne, mais dans la masse les fanatismes grondent, et combien n'attendent que l'éloignement définitif des infidèles pour se venger sur leurs complices en terre d'Islam! Les massacres des Arméniens, ceux des Maronites par les Drusses, ne datent pas d'une génération.

A vrai dire, c'est l'Europe tout entière qui, à l'échelle du monde actuel, ressemble à ces têtes de pont anarchiques et impuissantes que représentaient le royaume de Jérusalem ou l'Empire bysantin à leur déclin: tête de pont d'un Occident dont le centre de gravité passe à l'Amérique, en face d'une Russie qui a tous les traits d'un Empire genghizkhenide. Hier l'Angleterre à Bagdad, la France à Damas, des Républiques de type occidental à Varsovie et à Riga; aujourd'hui les soldats de Staline sur l'Oder et le Danube. Une fois l'épisode communiste terminé, qu'advient-il cependant de cette Moscovie à deux faces, qui, si elle se présente devant l'Europe sous l'aspect d'un despotisme asiatique, n'en a pas moins contribué, en Extrême-Orient, à la victoire contre l'Empire du Japon, et dans les steppes à fixer les nomades? Laquelle l'emportera de ses orientations contradictoires? A l'instar des héritiers de Djinghiz-Khen en Chine ou des Grands Mogols aux Indes, les successeurs du Géorgien qui règne au Kremlin sauront-ils un jour s'assimiler les civilisations conquises, jusqu'à leur donner un nouvel essor? Ou bien resteront-ils figés dans un fanatisme stérile, comme les

descendants de Tamerlan ? Ou bien encore, une fois le chef disparu, l'étendue qu'il dominait se fractionnera-t-elle, comme on l'a vu souvent, aussi vite qu'elle s'était constituée ? L'histoire ne sert de guide que jusqu'à un certain point. Une Russie industrialisée ne reproduit pas intégralement les monarchies tartares. L'Europe occidentale garde du ressort. Et le Nouveau Monde modifie singulièrement l'équilibre général des forces. C'est à cet égard que les grèves américaines relèvent d'une chronique internationale. Bien qu'elles ne semblent comporter aucun caractère idéologique, elles font indirectement le jeu de la Russie. Celle-ci n'a que trop tendance à tabler sur la décadence des nations capitalistes : que dire d'un affaiblissement réel ! Il diminue le potentiel des États-Unis ; il détourne vers Moscou les timorés ; non seulement il expose les pays libérés à des risques de famine accrus, mais par le fait même il les décourage ou les irrite. Une grave crise sociale paraissait inévitable au moment de la réadaptation des mobilisés ; on pouvait la prédire, et sourire plutôt que s'inquiéter devant certaines prétentions naïves à régenter le monde ; mais, faute d'esprit civique, le gouvernement de Washington deviendrait incapable d'assumer même ses responsabilités les plus incontestées.

AUGUSTE VIATTE.

30 mai 1946.

G. VALLERIEY. *Richelieu*. Un livre de 192 pages. Prix : \$1.25, par la porte, \$1.35. Aux Éditions Variétés, 1410, rue Stanley, Montréal, Canada.

Ce livre, présenté dans un format bibliothèque, est abondamment illustré par Wighead. La couverture est recouverte d'une double couverture en quatre couleurs brillantes. L'auteur, s'efforce de tracer dans cet ouvrage instructif un portrait impartial et caractéristique de l'illustre ministre du roi Louis XIII. Le tout ne va pas sans une peu de romancé. Pas tout à fait pour les jeunes, quoi qu'en dise la publicité.

H.E.B.